

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLINT Group France

ZI

60840 Breuil-Le-Sec

Références : IC-R/256/25-CD/SL
Code AIOT : 0005103657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement FLINT Group France implanté Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 Breuil-le-Sec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLINT Group France
- Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 Breuil-le-Sec
- Code AIOT : 0005103657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FLINT Group France exploite sur la plate-forme chimique de Breuil-le-Sec des installations de fabrication d'encre liquide pour emballages. La société appartient pour moitié à Goldman Sachs et pour l'autre à Koch Industries. Flint fabrique environ 1200 produits et utilise près de 700 matières premières. Le fonctionnement de ces installations est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 octobre 2010, du 12 juillet 2018 et du 8 septembre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 3	Sans objet
3	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.4	Sans objet
4	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.5	Sans objet
5	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est conforme sur ses rejets atmosphériques selon son autosurveillance de l'année 2024 à l'exception de la vitesse d'éjection sur le conduit relié aux chaudières.

Il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments de mise en conformité sous un délai de 3 mois.

L'établissement est soumis à la rubrique 1978-17 - Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encre et de colle. Par suite, l'arrêté ministériel du 13/12/2019 s'applique. Ce texte définit des valeurs limites d'exposition notamment pour les COVt (150mg/Nm³). Pour les conduits 2, 3, 4 et 5, la VLE COVt est inférieure à 150mg/Nm³. Cependant, pour le conduit 6, la valeur limite d'exposition est largement dépassée.

Une prochaine inspection aura pour objectif de vérifier la conformité du site au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 13/12/2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des émissions atmosphériques**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 3**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques**Prescription contrôlée :**

Paramètre	Fréquence			
	Conduit n° 1	Conduits n° 2,3, 4 et 6	Conduit n° 5	Conduit n° 7
Débit	Triennale	Triennale	Triennale	Triennale
O ₂	Triennale			
NO _x	Triennale			
COVnm		Triennale	Triennale	
Poussières			Triennale	Triennale
Cu + Zn			Triennale	Triennale

Pour les rejets n° 1 à 6, les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre.

Pour les rejets 1 à 5, les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Pour le rejet n° 6, les mesures sont effectuées sur une durée minimale de 24 heures, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'analyses du 26 mars 2025 de la société Apave sur le conduit n° 1 (pour le rejet des chaudières). Les mesures ont été réalisées le 14 février 2025.

L'exploitant a également transmis un rapport d'analyses de la société Qualiconsult du 29 mai

2024 pour les rejets de 2 à 7 (campagne de mesures du 20 au 22 mars 2024).

D'après ces rapports de mesures transmis par l'exploitant et définis dans les points de contrôle précédents, la fréquence des mesures est respectée pour l'ensemble des paramètres.

Pour les points de rejet n°1 à 5, les mesures sont réalisées en 3 périodes de 30 min minimum. Pour le point de rejet n°6, la mesure unique dure 24 heures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, conditions générales de rejet

Prescription contrôlée :

	Hauteur minimale en m	Vitesse d'éjection minimale en m/s	Débit maximal en Nm3/h
Conduit n° 1	9	5	2 830
Conduit n° 5	15	8	20 000
Conduit n°7	10	8	4 500

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (104,3 kilopascals)

Constats :

La hauteur des conduits 1, 5 et 7 n'a pas été contrôlée.

Pour le conduit n° 1 (chaudières) le rapport de mesures du 26 mars 2025 présente une vitesse d'éjection mesurée à de 1m/s pour une valeur limite minimale de 5 m/s.

Non-conformité : la vitesse d'éjection du point de rejet n° 1 (chaudières) ne respecte pas la valeur limite d'éjection minimale.

Pour les points de rejet n° 5 et 7 (dépoussiéreurs), le rapport Qualiconsult du 29 mai 2024, les valeurs de vitesse d'éjection minimale et de débit maximal sont conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes dispositions permettant de rendre la vitesse minimale d'éjection du conduit n° 1 conforme.

L'exploitant transmettra un rapport d'analyses avec une mesure de la vitesse d'éjection du conduit n°1 conforme sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et, pour le rejet n° 1, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduit n° 1	Conduit n° 5	Conduit n° 7
NOX en équivalent NO2	150	-	-
SOx en équivalent SO2	35	-	-
Poussières	5	40	40
c u i v r e , z i n c (exprimée en Cu + Zn)	-	5	5

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées deux rapports d'analyses :

- pour le rejet 1 (mesures effectuées le 14 février 2025),
- pour les rejets de 5 et 7 (mesures effectuées du 20 au 22 mars 2024).

Pour le rejet n° 1 (chaudières), la valeur limite en NOx est respectée. Cependant l'exploitant veillera, lors des prochaines analyses, à ce que la société missionnée reprenne l'ensemble des valeurs limites, soit en concentration et en flux massique. En effet, seule la comparaison avec la valeur limite de concentration est reprise.

Des valeurs limites d'émission pour les paramètres SOx et poussières sont définies dans l'arrêté préfectoral. Cependant, l'autosurveillance n'impose pas de fréquence de mesures sur ces paramètres car la chaudière est alimentée au gaz naturel. L'exploitant intégrera ces paramètres dans sa prochaine campagne de mesures même si aucune fréquence de mesure n'est imposée.

Pour les rejets n° 5 et 7 (dépoussiéreurs), le rapport d'analyses transmis ne montre pas de non-conformité au regard des valeurs limites de l'arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : l'exploitant veillera, lors des prochaines analyses, à ce que la société missionnée reprenne l'ensemble des valeurs limites, soit en concentration et en flux massique.

Observation n°2 : l'exploitant intégrera les paramètres SOx et poussières lors de la prochaine campagne sur le conduit n° 1 de mesures même si aucune fréquence de mesure n'est imposée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales rejetées

Prescription contrôlée :

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

	Conduit n° 1	Conduit n° 5	Conduit n° 7
Flux	g/h	g/h	g/h
NOX en équivalent	425	-	-
SOx en équivalent SO2	100	-	-

SO2			
Poussières	15	800	800
Cuivre + zinc	-	100	100

Constats :

Pour ce point de contrôle, il convient de se reporter au point de contrôle précédent. Les résultats de mesures de flux ont été vus en même temps que les concentrations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : l'exploitant veillera, lors des prochaines analyses, à ce que la société missionnée reprendre l'ensemble des valeurs limites, soit en concentration et en flux massique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, consommation de solvants et émissions de COV

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, réalisé selon les guides en vigueur et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet annuellement ce plan de gestion à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire ses consommations de solvants.

Les émissions totales (diffuses et canalisées) de COV sont inférieures ou égales à 3 % de la quantité de solvants utilisée.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son plan de gestion des solvants pour l'année 2024.

L'exploitant indique définir ce plan de gestion sur la base d'un logiciel réalisé par France Chimie. Sur l'année 2024, l'émission totale de COV est de 61 790 kg environ, soit 0,39 % de la quantité de solvants utilisée. Ce pourcentage est inférieur à 3 % donc conforme à la prescription. Pour élément de comparaison, en 2023 ce pourcentage était de 0,46 %.

L'exploitant a identifié les actions à mettre en place pour tenter de diminuer l'émission de COV dans son process :

- sensibilisation et formation des opérateurs sur les bonnes pratiques à tenir pour diminuer les émissions de COV,
- optimisation continue du process de fabrication passant notamment par la standardisation des gammes de produits.

Type de suites proposées : Sans suite